

CHAPITRE I

Emploi, exportation et investissement international

I — L'emploi : une réussite exemplaire ?	7
1. Deux faits caractéristiques de l'évolution de l'emploi	8
2. Les conditions du maintien du plein emploi réel	10
II — Les conflits commerciaux : quelle en est la cause ?	15
1. La répartition géographique des surplus manufacturiers	15
2. Une spécialisation inter-branche qui s'oppose à celle des pays partenaires et qui s'articule sur la demande mondiale	18
3. L'investissement international du Japon : un prolongement de la stratégie de spécialisation	21
Annexe	26

Malgré la rupture du rythme de croissance à partir de 1973, le Japon a maintenu un taux de chômage faible sur la période de 1974-1983 tout en rétablissant la croissance de ses gains de productivité dans le secteur manufacturier¹. Le taux de chômage n'atteint que 2,7 % en 1983, contre 10,2 % aux États-Unis, 8,5 % en RFA et 8,9 % en France². Deux questions se trouvent donc posées :

- Le chômage est-il réellement faible au Japon ?
- Et dans ce cas, quels sont les facteurs explicatifs de cette réussite ?

Par ailleurs, les exportations nettes du Japon ont largement contribué à la croissance depuis 1973 et donc à créer des emplois. Sur un taux moyen de croissance annuelle de 3,9 %, le quart provient de l'accroissement du solde net. Le résultat en est une montée des conflits commerciaux qui soulève deux interrogations :

- Quelle est l'évolution des échanges du Japon ?
- Quelle part représentent-ils dans la croissance des industries ?

Telles sont les questions auxquelles ce chapitre tente de répondre.

I — L'EMPLOI : UNE RÉUSSITE EXEMPLAIRE ?

Le Japon présente en 1980 des taux d'activité comparables à ceux des 4 autres grands pays de l'OCDE (tableau I.1) : l'idée d'une sous-évaluation de la population active doit donc être abandonnée.

TABLEAU I.1. — Taux d'activité * dans 5 grands pays de l'OCDE en 1980

	Japon	États-Unis	RFA	France	Royaume-Uni
Hommes	89,1	85,4	81,7	82,5	89,3
Femmes	54,9	59,7	49,3	52,5	57,6

Source: OCDE

* En % de la population âgée de 15 à 64 ans.

1. Le taux de chômage fluctue entre 1,9 % et 2,2 % de 1975 à 1981 (2,4 % en 1982).
2. *Économie Européenne*, données du mois d'avril 1983.

La définition japonaise du chômeur conduit par contre à une sous-estimation du taux de chômage. En effet, la comptabilisation des chômeurs par données d'enquêtes ne tient compte que des personnes n'ayant aucune activité rémunérée pendant la semaine de l'enquête et à la recherche d'un emploi en passant par les canaux officiels (agences pour l'emploi, bureaux d'embauche des entreprises³). Ainsi sont exclus a priori de l'échantillon statistique les employés temporaires⁴, les journaliers⁵ et les travailleurs familiaux non rémunérés. Les experts estiment qu'ils font ainsi doubler le taux de chômage « officiel » pour obtenir un taux homogène avec celui des autres pays industrialisés : même dans ce cas, le taux de chômage japonais réel serait inférieur de moitié à celui des autres grandes économies occidentales.

1. Deux faits caractéristiques de l'évolution de la situation de l'emploi

Depuis le premier choc pétrolier, deux phénomènes ont marqué l'évolution de la situation de l'emploi au Japon : l'augmentation du taux d'activité féminin à partir de 1975 et plus récemment, l'augmentation de la proportion des travailleurs âgés (55-64 ans).

L'évolution du taux d'activité féminin⁶ sur la période 1966-1980 fait apparaître une rupture de tendance à partir de 1975 : après une période de net déclin, il y a une reprise puis une stabilisation à un niveau élevé en fin de période (graphique I.1). Correction faite de l'emploi agricole, le taux d'activité augmente régulièrement jusqu'au début des années 1970 (reprise du travail des femmes de 40 à 64 ans), au-delà des fluctuations conjoncturelles (surchauffe de 1973, crise de 1974-1975), puis reprend un rythme de croissance plus soutenu à partir de 1976.

Une comparaison internationale des taux d'activité des femmes par tranche d'âge révèle la similarité des profils japonais et britanniques : pic de 20 à 24 ans, reprise de 35 à 65 ans après un creux marqué de 25 à 35 ans (graphique I.2). Depuis 1975, le taux d'activité des « 25-39 ans » augmente⁷. Les motivations de travail des mères de famille sont multiples : nécessité d'un revenu supplémentaire dans le ménage pour pallier une progression ralentie du revenu principal, progression du niveau d'éducation donnant accès à des emplois plus intéressants, désir d'affirmation

3. Enquête effectuée auprès d'un échantillon de 76 000 personnes pour une population active de 89 millions.

4. Personnes travaillant au moins 1 mois par an.

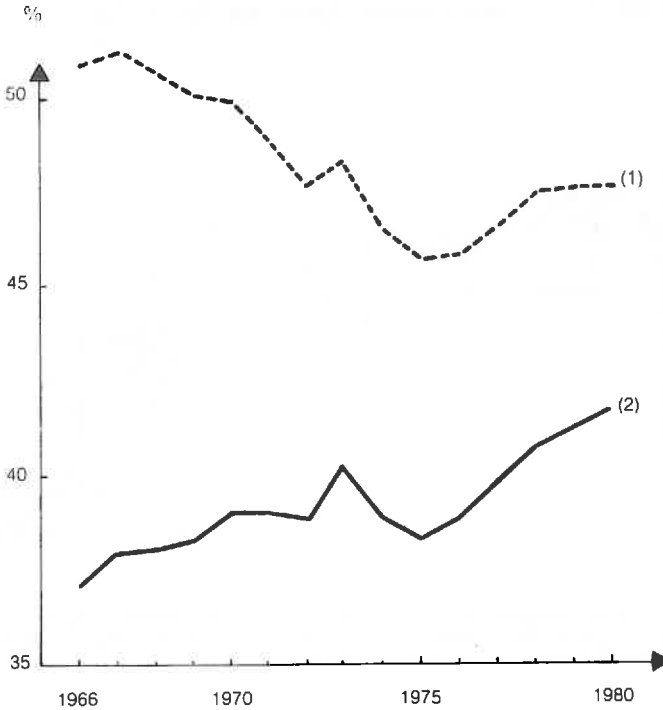
5. Personnes embauchées à la journée ou pour une période n'excédant pas 1 mois.

6. Part des actives parmi les femmes de 15 à 65 ans.

7. Economic Survey of Japan, 1980-1982.

de la personnalité hors du contexte familial⁸. L'évolution des traditions sociales, qui exigeaient que les femmes s'engagent moralement à quitter l'entreprise lors de leur mariage, ainsi que la baisse de la natalité comme en Europe, jouent en faveur de la poursuite d'une vie active.

GRAPHIQUE I.1. — Taux d'activité féminin



Source: *Labour Force Survey, Office of the Prime Minister.*

On rapporte à la population féminine âgée de 15 ans et plus :

- (1) La population féminine active (qui comprend les chômeurs)
- (2) La population féminine active moins les agricultrices.

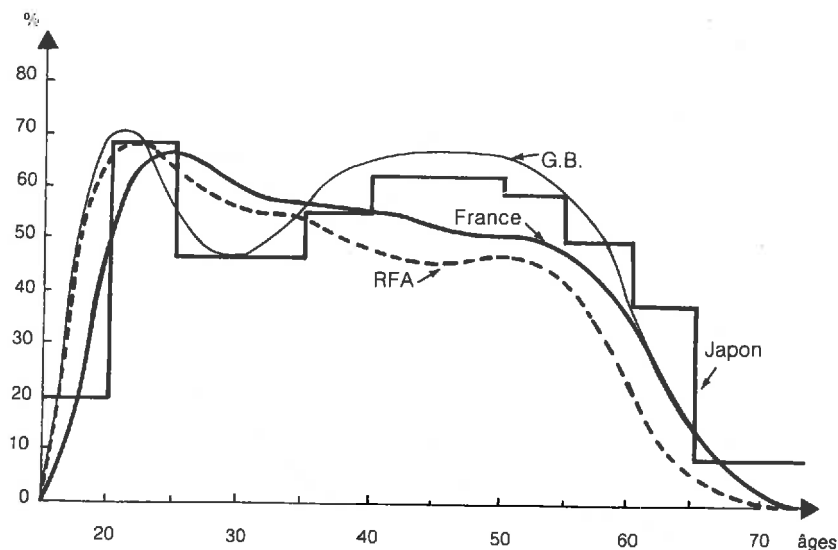
Depuis le second choc pétrolier, parallèlement à des cas de mise à la retraite anticipée dans les secteurs en crise, on assiste à un mouvement de plus en plus accentué d'allongement de la durée de la vie active :

8. Le pouvoir d'achat moyen des salariés a crû à un rythme très soutenu (8,6 %) durant la période 1970-1973, mais beaucoup moins vite ensuite (au taux moyen de 1,7 % entre 1973 et 1980), avec même une baisse de 1,6 % en 1980; sources: *Economic Planning Agency* pour le revenu salarial par tête; *Office of the Prime Minister* pour l'indice du prix à la consommation.

d'après les données du ministère du Travail⁹, le système de retraite tend à être appliqué à partir de 60 ans, au lieu de 55 ans antérieurement¹⁰.

L'augmentation du taux d'activité féminin et l'allongement de la durée de la vie active viennent confirmer l'opinion selon laquelle le chômage est faible au Japon.

GRAPHIQUE I.2. — Taux d'activité féminin par âge en 1977



Sources: Japon: *Annual Report on the Labour Force Survey, Office of the Prime Minister.*
 France, Royaume-Uni, RFA: *Commission des Communautés européennes, Étude 79/17 par J. Zighera, A. Guilloux, R. Hara.*

2. Les conditions du maintien du plein emploi réel

Jusqu'en 1973, le Japon a manqué de main-d'œuvre (de plus il n'y a pas eu d'immigration), mais le ralentissement de la croissance a rapidement desserré les tensions du marché de l'emploi. Le rythme de croissance japonais, bien qu'ayant subi une brusque inflexion en 1973 (9,9 % pour les années 1960-1973 et 3,6 % pour les années 1973-1981), a été

9. Par suite de la baisse de la natalité, il y a un phénomène de raccourcissement de la période de natalité : plus de 50 % des femmes enceintes ont entre 25 et 29 ans.

10. Enquête statistique annuelle sur l'emploi, ministère du Travail : en 1981 39,5 % des entreprises appliquent la retraite à 60 ans contre 43 % en 1982.

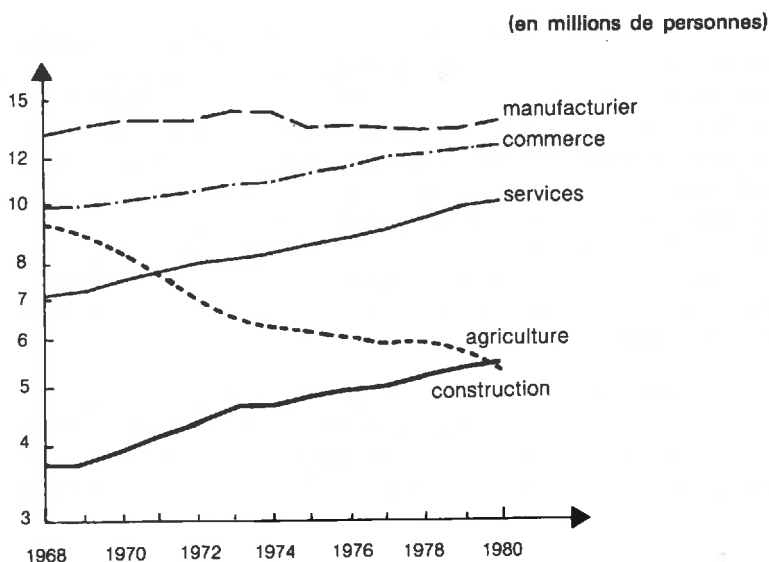
toutefois nettement plus soutenu que celui des autres grands pays industrialisés¹¹. La baisse de la natalité a eu pour conséquence une décélération du taux de croissance de la population active disponible: 1,4 % en moyenne de 1960 à 1967, 1 % de 1967 à 1973 et 0,8 % de 1973 à 1980¹².

Ces éléments ne suffisent pas à expliquer la bonne performance du Japon.

a) Les services et le bâtiment permettent d'absorber le supplément de population active

En 1970 et 1981 les créations d'emploi dans les secteurs «service et commerce» et «construction» ont permis de compenser le déclin du secteur «agriculture» (19,6 % des emplois en 1970 et 12,3% en 1981) et une baisse relative du secteur manufacturier (27 % des emplois en 1970 et 24,6 % en 1981) (graphique I.3). Ainsi il y a eu maintien du niveau de l'emploi.

GRAPHIQUE I.3. — Emploi par grands secteurs



Source: Labour Force Survey, Office of the Prime Minister

11. Source: CEPII — Base Sachem-Ouest (aux États-Unis: 2,3 %, en RFA: 2 %).
 12. Source: OCDE.

b) Une cohabitation de l'emploi précaire et de l'emploi à vie favorable à un faible taux de chômage

Parallèlement à une main-d'œuvre embauchée à plein temps dont une partie seulement jouit du privilège de l'emploi à vie, essentiellement au sein des grandes entreprises¹³, une main-d'œuvre « précaire » permet d'amortir les à-coups conjoncturels (environ 18 % de la population active) : employés temporaires, journaliers, travailleurs familiaux¹⁴. Avec la réduction de l'embauche ces dernières années, on observe un mouvement de précarisation de l'emploi dans le secteur non agricole : les travailleurs temporaires et journaliers représentaient 8,1 % des salariés en 1976 et 9,5 % en 1981.

Les femmes sont particulièrement nombreuses dans les emplois précaires : 80 % des travailleurs familiaux, 70 % des travailleurs temporaires, 50 % des travailleurs journaliers ; elles ont permis une moindre progression du chômage en 1974 et 1975 grâce à leur retrait partiel du marché du travail. Par la souplesse de ses horaires (les femmes mariées souhaitent avoir une activité de moins de 35 heures hebdomadaires), le secteur « service et commerce » a traditionnellement absorbé une part importante de la main-d'œuvre féminine soit 42,1 % des femmes actives en 1970 et 50,6 % en 1980¹⁵.

Le système de l'emploi à vie, couplé avec le système de salaire à l'ancienneté, a été un moyen de retenir la très rare main-d'œuvre qualifiée après la guerre. Au cours des années 1960, ce système s'est renforcé¹⁶ principalement à cause du manque de main-d'œuvre ; mais s'il présente maints avantages en période de restructuration du fait de l'acceptation des mutations d'une région à une autre, des stages de recyclage qui en sont une contrepartie, il commence à poser des problèmes aux entreprises dès lors que la proportion de travailleurs âgés augmente : ainsi, la majorité des travailleurs masculins dans l'industrie manufacturière avaient entre 17 et 29 ans en 1960, entre 20 et 39 ans en 1975, et devraient se situer entre 36 et 49 ans en 1990.

Le système d'emploi à vie, ainsi que la garantie morale de l'emploi, a contribué au maintien d'un bas niveau de chômage, mais ceci n'a été souvent possible qu'au prix d'une grande flexibilité de la main-d'œuvre : passage d'une catégorie d'emploi à une autre au sein de l'entreprise ou du

13. 25 % de la population active — *Who sets fired*, Thomas Nevins PHP mars 1983.

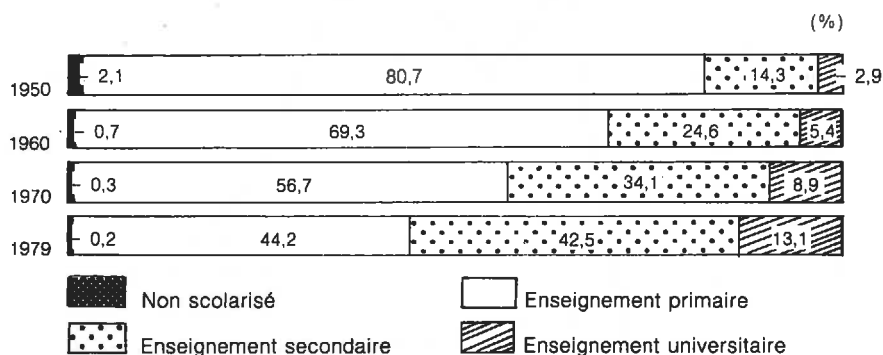
14. Source : Statistiques de l'Office of the Prime Minister.

15. Ministère du Travail.

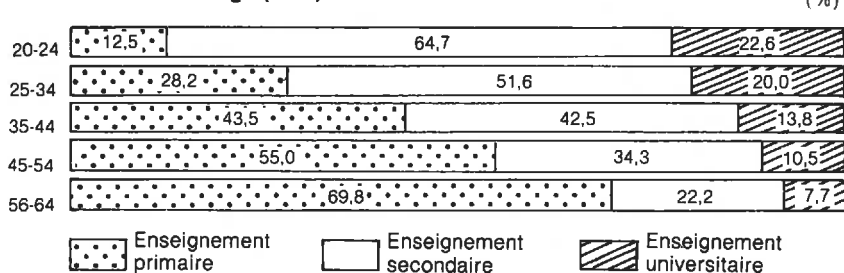
16. D'une manière générale les syndicats de personnel ont toujours privilégié la lutte pour la stabilité de l'emploi par rapport aux autres revendications.

groupe d'appartenance, facilité par un haut niveau d'éducation qui ne cesse de s'améliorer rapidement (graphique 1.4)¹⁷.

GRAPHIQUE 1.4. — Niveau national d'éducation (15-64 ans)



Par tranche d'âge (1979)



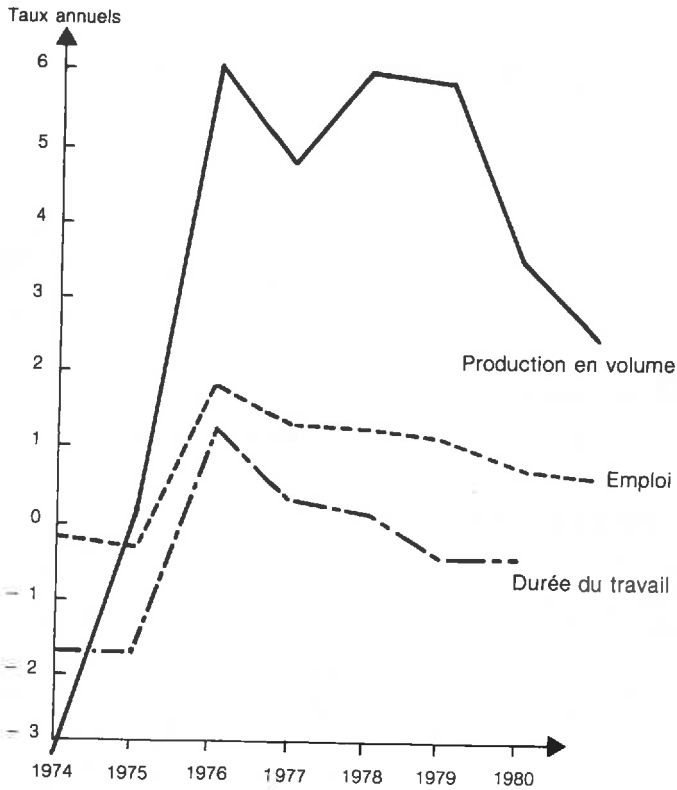
Source: Ministère de l'Éducation, 1981

c) Le raccourcissement du temps de travail

Outre le rôle grandissant du secteur tertiaire dans l'emploi, la souplesse d'adaptation de la main-d'œuvre et les mises à la retraite anticipée, les entreprises ont cherché à préserver l'emploi en ayant recours à la diminution des heures de travail (graphique 1.5).

17. Passage de la production à la gestion ou à la vente, passage d'un type de production à un autre. Une enquête du MITI de 1977 montre que l'intensité des flux de ces transferts concernent 20 % des entreprises considérées à l'intérieur de chaque secteur (chimie, pétrochimie, machines et appareillage électriques, fibres synthétiques, construction de machines, matériel de transport).

GRAPHIQUE I.5. — Croissances comparées de la production en volume, de l'emploi, et de la durée du travail



Sources: *Economic Planning Agency, pour la production en volume et l'emploi; Labour Force Survey, Office of the Prime Minister, pour la durée du travail.*

Pendant la seconde moitié des années soixante et jusqu'au premier choc pétrolier, le manque de main-d'œuvre était un des problèmes que devait résoudre le Japon afin de poursuivre son rythme de croissance, alors qu'une augmentation du chômage se dessinait pour les grands pays industrialisés à l'exception de la RFA.

Depuis 1973, le Japon a maintenu un taux de chômage réel extrêmement faible en développant son secteur tertiaire, et en jouant dans le secteur manufacturier sur la durée du travail (suppression des heures supplémentaires), sur les coûts salariaux (réduction du montant des primes) et en utilisant habilement une stratégie de mobilité de la main-d'œuvre intra-groupes.

Le boom des exportations a été un des facteurs essentiels du soutien de la croissance et donc de l'emploi. Mais il débouche aujourd'hui sur les conflits commerciaux.

II — Les conflits commerciaux : quelle en est la cause ?

En 1981, la part du Japon dans les exportations mondiales était de 7,8 % et de 6,6 % dans les importations (cf. graphique I.6). Ces taux n'ont rien d'excessif si on considère que la production japonaise représente 8,0 % de la production mondiale¹⁸. En ce sens, le Japon est moins internationalisé que la moyenne des pays industrialisés et la progression rapide de son commerce extérieur n'a fait que combler un certain retard. L'excédent commercial lui-même ne paraît pas anormalement élevé surtout si l'on y ajoute le déficit des échanges de services. Au total le solde des opérations courantes tend à s'équilibrer à moyen terme.

Pour les seuls produits manufacturés qui représentent respectivement 85 % et 28 % des exportations et importations totales, le diagnostic est différent : tout en limitant sa part dans les importations manufacturières mondiales à 3 %, le Japon a vu son poids dans les exportations passer de 7 % à 12 % entre 1967 et 1981 (graphique I.6). L'excédent manufacturier rapporté aux échanges mondiaux est passé sur la même période de 4 % à 9 % et dépasse maintenant celui de la RFA.

Cette évolution dissymétrique des échanges de produits manufacturés n'est pas due aux circonstances résultant des chocs pétroliers successifs, elle est au contraire l'une des caractéristiques fondamentales du comportement industriel japonais.

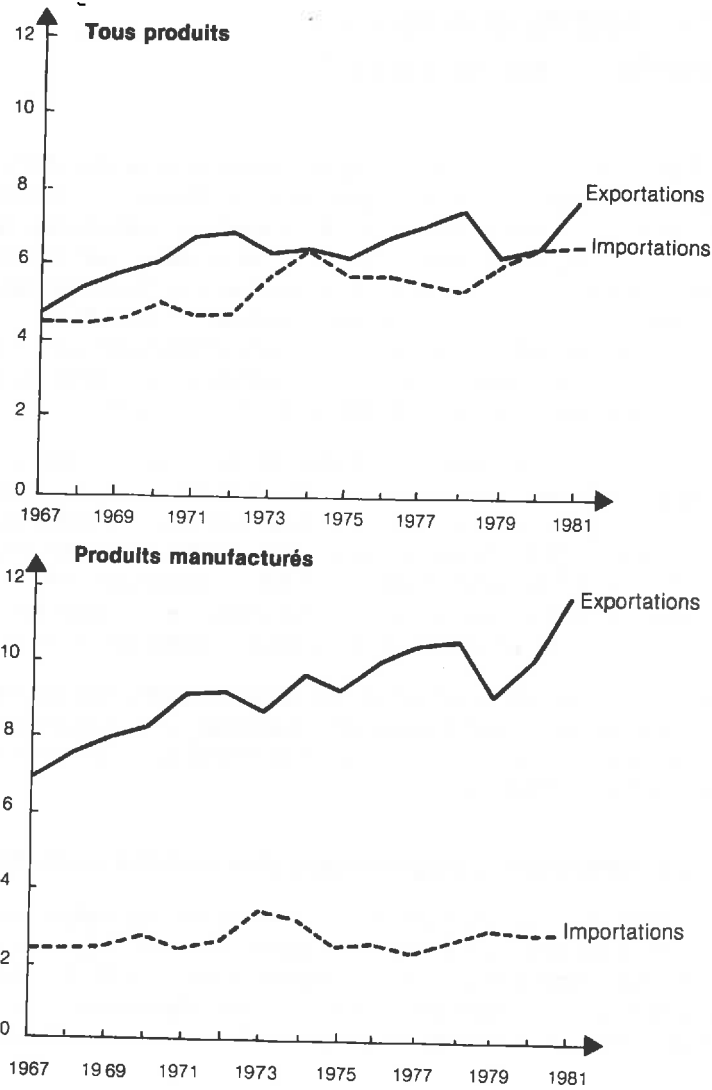
1. La répartition géographique des surplus manufacturiers

La moitié des exportations manufacturières japonaises est destinée aux pays industrialisés. Les États-Unis demeurent de très loin le premier marché, l'Europe occidentale ne représentant que 15 %. La place importante occupée par les pays du Sud tient essentiellement à la proximité géographique des pays d'Asie, et en particulier aux pays d'Asie en déve-

18. Le calcul est fait en volume et aux parités de pouvoir d'achat : *Économie mondiale : la montée des tensions*, rapport du CEPII, Economica, 1983.

loppement rapide. Enfin, les achats de l'OPEP après le boom qui a suivi le premier choc pétrolier ont stagné ensuite, le second choc ne produisant pas d'effet similaire (tableau I.2).

GRAPHIQUE I.6. — Part du Japon dans le commerce mondial (en %)



Source: CEPII — base CHELEM

Note: les exportations et les importations japonaises sont rapportées au volume mondial des échanges de biens (tous produits) ou de produits manufacturés.

TABLEAU I.2. — Structure géographique des exportations manufacturières japonaises

(en %)

	1967	1973	1975	1981
Pays développés	52,3	53,1	43,3	49,5
● États-Unis	29,7	27,2	20,7	26,4
● Europe occidentale	12,8	16,5	14,5	15,1
● Autres pays développés	8,8	9,4	8,1	8,0
Pays du Sud	35,8	34,2	33,5	28,9
● Asie en développement rapide	11,8	14,6	12,2	13,3
● Autres pays d'Asie	12,8	6,8	6,8	6,5
● Autres PVD, Mexique, Brésil	11,2	12,8	14,5	9,1
OPEP (y compris Indonésie)	5,9	7,1	14,7	15,5
Est	6,9	5,6	8,5	6,1

Source : CEPII — base CHELEM

Les importations manufacturières du Japon proviennent en 1981 pour plus de 65 % des pays développés dont 32 % des États-Unis et 23 % d'Europe occidentale. Le fait le plus marquant est cependant la forte progression des pays d'Asie en développement rapide. Ils représentaient 2,9 % des importations en 1967, 13,4 % en 1973 et 15,1 % en 1981 (tableau I.3). Cette forte progression a en fait été stoppée depuis 1976 notamment par des restrictions sur les produits textiles. Pour les autres produits, les pays d'Asie ont souvent servi de sous-traitants, en particulier pour l'assemblage des produits électroniques.

Les États-Unis demeurent de loin la source d'excédent la plus importante, suivis par les pays de l'OPEP depuis 1975, l'Europe et les pays d'Asie en développement rapide (graphique I.7). La forte amplitude des fluctuations du solde américain, qui est étroitement relié au niveau d'activité de l'économie américaine, traduit la très grande sensibilité du Japon à l'égard des États-Unis. La contribution européenne au solde japonais, en progression depuis la fin des années soixante, semble après 1977 assez sensible aux variations de parité du yen.

TABLEAU I.3. — Part de l'Asie en développement rapide dans les importations japonaises de produits manufacturés

(en %)

	1967	1976	1981
Produits manufacturés : total	2,9	16,7	15,1
Textile	16,4	53,1	46,3
Bois, papiers, divers	7,4	13,8	14,5
Produits électriques et électroniques	0,9	19,1	16,2
Produits alimentaires	7,6	17,8	15,3

Source : CEPII — base CHELEM

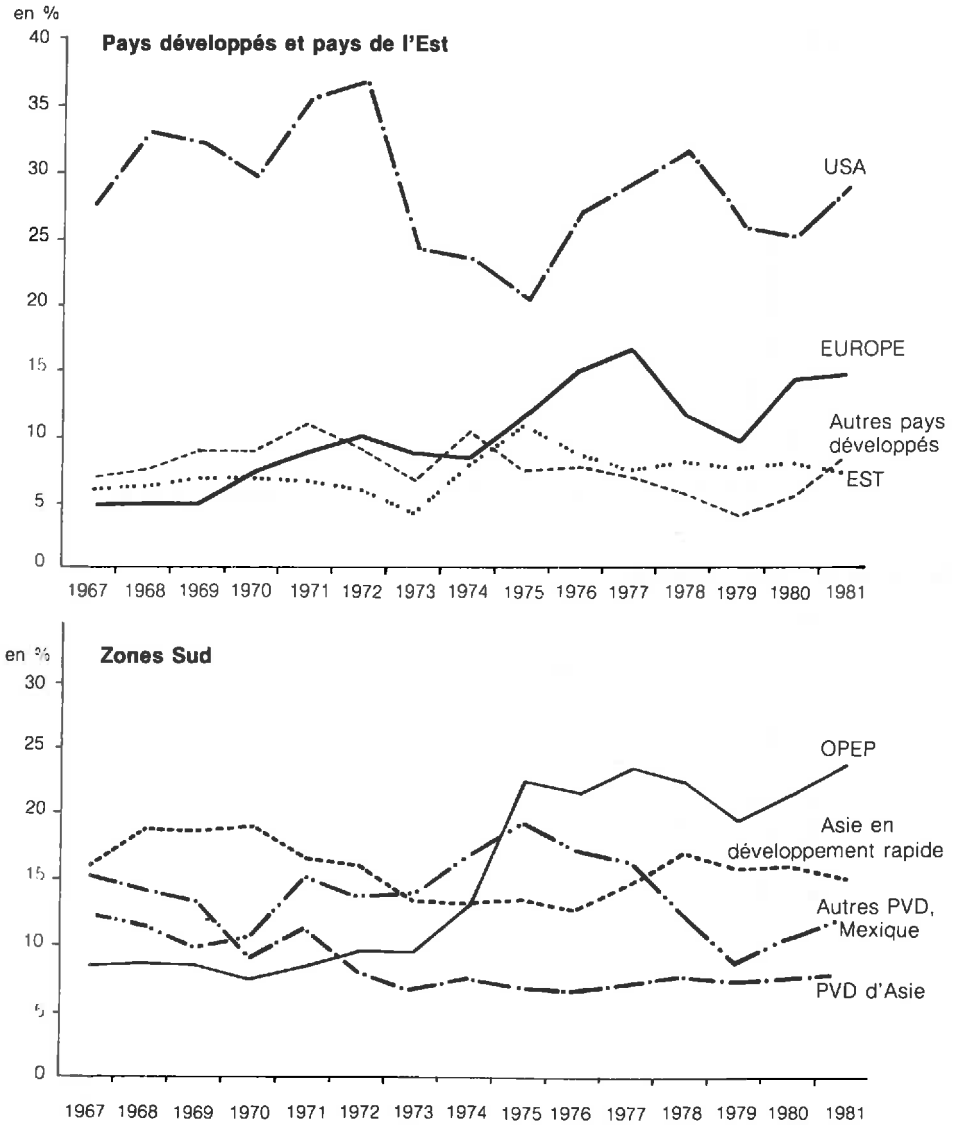
2. Une spécialisation inter-branche qui s'oppose à celle des pays partenaires et qui s'articule sur la demande mondiale

Les produits exportés sont essentiellement des produits métalliques qui ne se concentrent pas sur un nombre restreint de catégories mais décrivent l'éventail complet des produits de base aux biens de consommation. Seules deux catégories de produits sur les 25 concernées ont un ratio d'exportation (exportations rapportées à la demande intérieure) inférieur à 10 % en 1980 : les métaux non ferreux (8 %) et les produits de la grosse chaudronnerie (9,3 %) (graphique I.8).

Le Japon a ainsi un profil de spécialisation extrêmement tranché correspondant surtout à des échanges de biens non substituables. On a d'une part les matières premières, les produits énergétiques et agricoles qui ont des taux d'importation élevés et des ratios d'exportation faibles, et d'autre part les produits manufacturés métalliques qui sont dans la situation inverse. Les autres catégories de produits manufacturés, les produits non métalliques, sont dans l'ensemble peu ouverts aux échanges.

Cette logique de spécialisation est complémentaire de celle des pays de l'OPEP qui exportent des matières premières et importent des produits manufacturés, le profil étant symétrique. Elle s'oppose par contre à celle des pays européens qui fonctionnent selon une logique d'échange de biens de même nature. Contrairement au Japon, ceux-ci sont situés dans un environnement assez homogène d'économies ayant atteint un stade comparable de développement. Les profils de spécialisation sont de ce fait plus « diagonalisés », c'est-à-dire avec des différenciations moins marquées entre les catégories.

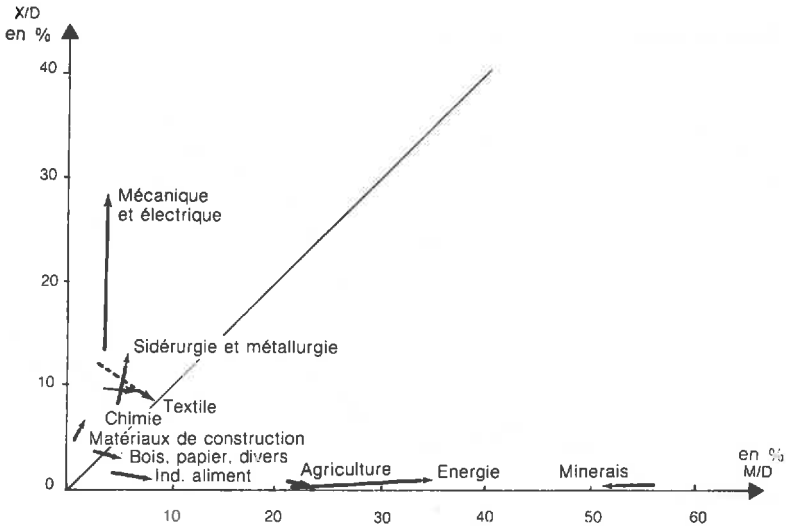
GRAPHIQUE I.7. — Polarisation par zone des échanges manufacturiers japonais



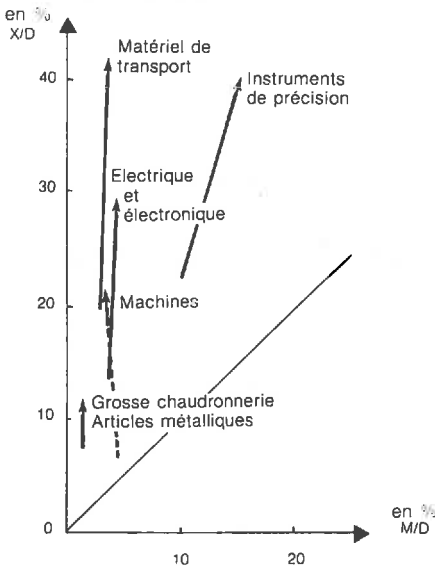
Source: CEPII — base CHELEM

Formule de l'indicateur: $\frac{(X - M)_i}{(X + M)/2}$: solde japonais vis-à-vis de la zone, rapporté au volume moyen d'échange avec le monde, pour une catégorie de produits donnée.

GRAPHIQUE I.8. — Ouverture sur l'extérieur par grandes catégories de produits 1970-1980



Le cas de la filière métallique :



Sources: CEPII — base Japon

Note : Les ratios d'exportations ($\frac{X}{D}$) et d'importations (M/D) rapportent les exportations (X) et les importations (M) à la demande intérieure (D) de la catégorie de produits considérée.

La capacité d'adaptation de l'industrie japonaise à l'évolution de la demande mondiale a déjà été maintes fois soulignée¹⁹. Il faut cependant noter que sur la période 1970-1980, le mouvement n'a pas été homogène pour tous les secteurs. Pour les 24 catégories de produits métalliques, trois logiques peuvent être mises en évidence :

— pour un ensemble de produits liés à l'investissement, tubes, machines-outils, machines extractives, machines pour industries particulières, le Japon s'est engagé malgré une faible croissance de la demande mondiale. Il a pu le faire en profitant de la forte demande de certains pays particuliers comme les pays de l'OPEP ou les États-Unis ;

— pour le matériel de transport terrestre, automobiles, motocycles et cycles, véhicules utilitaires et pièces détachées, le Japon a également renforcé son engagement. Il l'a fait sans s'appuyer sur une demande mondiale en croissance ni même sur une demande régionale particulièrement dynamique mais en développant ses parts de marché aux dépens de ses concurrents ;

— pour les autres produits enfin, le Japon a eu tendance à s'engager davantage dans la production de biens à demande mondiale fortement croissante, comme tous les produits liés à l'électronique, et à se dégager des autres, comme les chantiers navals.

Ces différences de logique sont pour l'essentiel déterminées par les caractéristiques du marché régional ou mondial et par la concurrence selon les produits. Elles ne sont pas dues à un changement de comportement de l'industrie japonaise. Celui-ci reste au contraire toujours orienté vers la croissance en volume en saisissant toutes les potentialités internes et externes.

3. L'investissement international du Japon : un prolongement de la stratégie de spécialisation

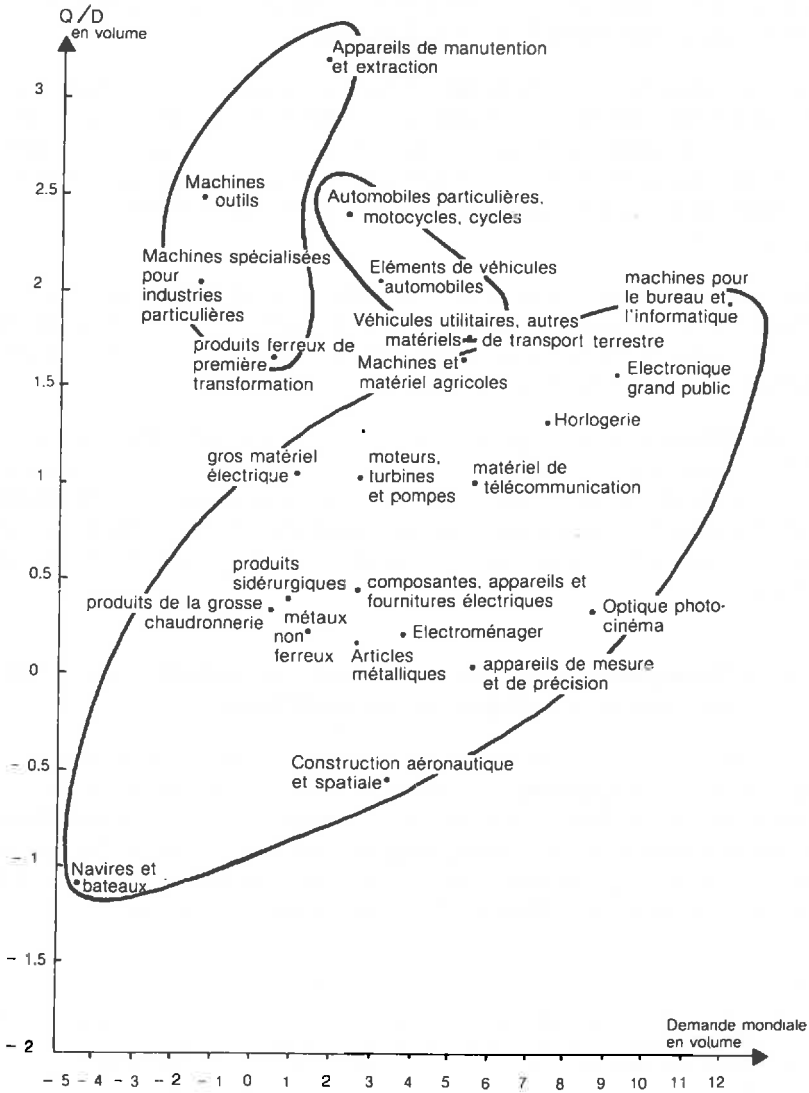
Comme pour le commerce de marchandises, la position du Japon en matière de mouvements de capitaux est longtemps restée conforme aux hypothèses de base des théories classiques et néoclassiques de l'échange international : les facteurs de production élémentaires, le capital, le travail, la terre sont considérés comme immobiles entre les nations et mobiles à l'intérieur de celles-ci. Par contre, les connaissances et la tech-

19. *Le Japon : 1960-1980, une économie à la recherche de la spécialisation optimale*, novembre 1976, Groupe d'études prospectives internationales, épuisé.
Économie prospective internationale, n° 1 : « Spécialisation et adaptation face à la crise », janvier 1980.

nologie ont pénétré massivement le Japon depuis les débuts de l'ère Meiji, ce qui reste conforme à la théorie néoclassique mais ne l'est plus à celle des classiques.

GRAPHIQUE I.9. — Degré d'engagement japonais (Q/D) et demande mondiale dans la filière métallique

(taux de croissance annuels moyens 1970-1980, en %)



a) Les trois phases de l'internationalisation

De 1950 à 1968, les flux de capitaux sont en effet soumis à l'autorisation du MITI, et limités dans tous les secteurs aux moyens nécessaires à la promotion des exportations japonaises et à l'approvisionnement en matières premières du Japon. La rareté des moyens financiers disponibles du fait des investissements massifs réalisés à l'intérieur du pays, le rôle encore faible du commerce extérieur, la précarité de l'équilibre des paiements enfin justifient pour une large part ces restrictions.

De 1968 à 1973, au moment où l'appareil industriel japonais arrive à maturité, on assiste à la première vague d'internationalisation et de libéralisation des mouvements de capitaux. Les caractéristiques en sont nettes :

- investissements manufacturiers dans les PVD, principalement le textile et l'électronique (48 % du total réalisé en Asie et 53 % en Amérique latine) ;
- investissements commerciaux dans les pays développés (68 % de l'investissement total en Amérique du Nord et 18 % en Europe).

Dans une certaine mesure, le Japon s'est engagé, au cours de cette période, dans un mouvement de division horizontale du travail du moins dans l'industrie textile, en développant des échanges croisés avec ses filiales asiatiques.

Alors que la première catégorie d'investissement est une réponse à la stratégie américaine de délocalisation en Asie et en Amérique latine pour les industries de main-d'œuvre, en Asie cette stratégie s'accompagne dans le cas du textile, d'une régression absolue des exportations japonaises, tandis que dans le cas des industries électriques, la régression n'est que relative (et peu durable). La seconde catégorie d'investissement constitue pour l'essentiel un moyen de soutenir une stratégie d'exportation classique.

Le premier choc pétrolier vient interrompre brutalement ce mouvement d'internationalisation du fait d'une part du nécessaire rééquilibrage des paiements, d'autre part d'un changement de stratégie industrielle interne.

Certaines industries ne peuvent plus se maintenir au Japon en dépit du protectionnisme du marché intérieur japonais²⁰. Dès lors se met en

20. Pour l'essentiel, l'aluminium de première transformation et la pétrochimie. Le désavantage comparatif du Japon est tel qu'il ne peut plus se maintenir aux prix actuels de l'énergie, de plus il s'agissait également d'une concession aux demandes américaines de lever des mesures protectionnistes du Japon.

place une stratégie d'investissement international dans la zone proche (Australie, Canada, Brésil) pour le développement de ces industries là où les conditions naturelles paraissent les plus favorables à ces industries.

A l'inverse, c'est vers les zones les plus développées que le Japon renforce son potentiel de production manufacturière.

Une lecture rapide du tableau I.4 pourrait induire en erreur dans la mesure où ce tableau fait apparaître une baisse relative de l'investissement direct dans le secteur des ressources minérales : deux éléments au moins viennent masquer la réalité de l'effort japonais. D'une part, le Moyen-Orient et en particulier les pays à excédent financier n'ont plus besoin de financement extérieur pour développer l'exploitation de leurs ressources minérales (la part du Moyen-Orient chute de 26,3 % à 0,4 %). D'autre part, les investissements de mise en valeur des ressources naturelles dans les pays du Sud sont inclus dans la catégorie « investissements manufacturiers ». En particulier les investissements dans le secteur de la pétrochimie et des métaux non ferreux, classés dans la catégorie « investissements manufacturiers », se dirigent massivement vers ces zones.

TABLEAU I.4. — Répartition de l'investissement direct

(en %)

	Secteur primaire		Secteur manufacturier		Secteur commerce et services		Total
	1974	1981	1974	1981	1974	1981	1951-1981
Amérique du Nord	9,5	9,4	16,1	22,9	42,3	40,9	27,1 (USA : 24,7)
Europe	1,6	8,1	4,9	7,0	22,3	18,0	11,6 (RU : 4,7)
Amérique Latine	14,6	13,7	29,7	20,4	11,0	15,7	16,2 (Brésil : 7,1)
Asie	30,9	51,2	39,5	35,4	12,7	13,0	29,0 (Indonésie : 15,1)
Océanie	10,2	11,8	6,1	5,8	2,5	4,5	6,5 (Australie : 5,5)
Moyen-Orient	26,3	0,4	2,4	7,4	7,2	0,8	5,2 (Arabie : 2,4)
Afrique	6,9	5,4	1,2	1,0	2,1	7,2	4,4 (Libéria : 2,8)
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Structure sectorielle	28,1	23,4	32,4	32,7	39,5	43,9	100,0

Source : *Exim Review*, vol. n° 2, 1982, MITI Wagakuni Kigyo

TABLEAU I.5. — Répartition de l'investissement par industries manufacturières.

(en %)

	Monde		Asie	
	1951-1974 (cumul)	1951-1981 (cumul)	1951-1974 (cumul)	1951-1981 (cumul)
Alimentation	5,5	4,9	29,4	22,4
Textiles	22,2	11,6	65,5	55,7
Bois, papier	10,2	5,5	22,0	18,5
Chimie (y compris pétrochimie)	15,3	19,2	17,4	30,1
Métallurgie ferreux et non-ferreux	15,3	21,1	21,6	42,8
Machines mécaniques	7,4	7,4	21,8	28,6
Machines électriques	10,3	13,8	50,2	29,2
Transports	6,4	9,2	36,5	22,5
Autres	7,3	7,1	60,7	52,7
Total	100,0	100,0	39,5	35,4

Source : MITI *Wagakuni Kigyo 1975 et 1981*, *Exim Review* op. cit.

De ce point de vue, les tendances actuelles démontrent (tableau I.2) que l'investissement dans les industries de transformation se fait de plus en plus directement à destination des marchés consommateurs et non plus vers les zones relais (chapitre IV) et que l'investissement dans les industries de base (pétrochimie et non ferreux) qui dominent dans les pays du Sud constitue la réplique exacte de la stratégie industrielle interne du Japon²¹ : la décision de réduire les capacités de production au Japon s'est accompagnée et même a été précédée par l'investissement direct. Ainsi, l'investissement direct n'est pas autonome par rapport à la stratégie industrielle interne comme cela peut être le cas aux États-Unis ou en Europe.

Après ce rapide survol de la situation externe du Japon, il apparaît que l'appareil de production japonais, s'il a certes été transformé par sa participation croissante aux échanges internationaux, a pu par ailleurs préserver son marché intérieur.

21. *Économie mondiale : la montée des tensions*, opus cité.

ANNEXE

Ouverture sur l'extérieur par catégorie de produits

Catégories de produits		X/D en %*		M/D en %*	
		1970	1980	1970	1980
B	Matériaux de construction, verre et céramique	5,0	5,5	0,7	1,0
BA	Ciment, chaux et plâtre	1,9	3,1	0,2	0,2
BB	Céramiques, tuiles et briques	11,9	11,9	1,0	1,1
BC	Verres, vitres et verreries	6,0	5,9	1,9	2,6
C	Sidérurgie et métallurgie	8,1	11,8	4,8	5,5
CA	Produits sidérurgiques	9,3	11,1	2,6	1,4
CB	Produits ferreux de première transformation	9,7	19,4	0,1	0,1
CC	Métaux non ferreux	2,0	8,0	17,7	23,5
D	Textile	12,1	8,4	2,8	7,6
DA	Produits de la filature et du tissage	13,1	14,5	3,2	6,9
DB	Vêtements de confection	8,4	1,8	1,2	8,1
DC	Vêtements de bonneterie	15,0	6,1	4,5	9,6
DD	Tapis et autres textiles	9,7	7,7	2,5	5,8
DE	Cuir, fourrures et chaussures	15,1	5,4	3,3	9,5
E	Bois, papiers, divers	3,7	3,2	2,8	4,2
EA	Articles en bois	1,6	0,4	3,7	7,3
EB	Meubles et accessoires	1,0	1,0	0,2	1,7
EC	Pâtes à papier, papiers et cartons	2,3	2,4	2,8	4,6
ED	Imprimerie, édition	0,8	0,6	1,4	0,9
EE-GH	Articles manufacturés divers, art. en mat. plastique	10,6	8,8	4,0	4,5
F	Mécanique et électrique	13,2	27,1	3,4	3,6
FAB	Grosse chaudronnerie, articles métalliques	7,7	10,3	1,3	1,2
FA	Produits de la grosse chaudronnerie	6,8	9,3	1,3	0,9
FB	Articles métalliques	9,9	12,8	1,4	2,0
FCG	Machines	6,9	19,8	4,5	3,5
FC	Moteurs, turbines et pompes	5,0	13,3	2,7	2,4
FD	Machines et matériel agricoles	4,4	15,5	2,5	3,1
FE	Machines-outil	5,1	25,5	7,6	4,1
FF	Appareils de manutention et d'extraction	11,8	39,4	4,4	3,5
FG	Machines spécialisées pour industries particulières	9,7	25,9	6,4	6,2
FIK	Instruments de précision	22,6	38,9	10,0	14,7
FI	Appareils de mesure et de précision	9,4	14,2	8,9	13,0
FJ	Horlogerie	19,6	57,9	14,4	19,7
FK	Optique, photo, cinéma	60,8	84,9	8,3	14,5
FLR	Électrique et électronique	13,8	28,0	3,5	4,0
FL-FR	Composants, appareils et fournitures électriques	5,6	17,4	1,2	3,8
FM	Électronique grand public	31,2	59,1	1,0	2,8
FN	Matériel de télécommunication	6,6	19,3	3,1	2,2
FO	Machines pour le bureau et l'informatique	12,8	34,1	13,0	11,8
FP	Appareils électroménagers	11,6	16,8	2,7	2,8
FQ	Gros matériel électrique	8,1	23,3	2,6	3,7

Catégories de produits	X/D en %*		M/D en %*	
	1970	1980	1970	1980
FTW Matériel de transport	19,8	40,3	2,7	3,2
FT Automobiles particulières, motocycles, cycles	14,1	39,7	0,6	1,2
FU Véhicules utilitaires, autres mat. de transp. terrestre	9,4	27,8	0,8	0,3
FV Construction navale	105,5	180,2	3,3	19,2
FW Construction aéronautique et spatiale	7,9	17,5	54,3	68,4
G Chimie	9,5	9,5	5,3	6,0
GA Chimie minérale de base	2,5	2,8	2,2	1,8
GB Engrais et produits chimiques pour l'agriculture	17,6	11,1	8,4	9,4
GC Chimie organique de base	5,7	5,5	3,4	4,9
GD Peintures, laques, vernis et colorants	2,0	2,7	2,3	2,1
GE Produits de toilette, savons et parfums	13,0	18,1	19,9	17,5
GF Produits pharmaceutiques	1,8	1,5	7,2	6,3
GG Plastiques, fibres et résines	16,0	16,1	1,7	3,4
GI Articles en caoutchouc	15,3	20,8	0,8	2,6
H Minerais	0,3	0,5	55,5	52,2
HA Minerais de fer	0,0	0,0	98,9	99,7
HB Minerais métalliques non ferreux	0,0	0,3	82,2	88,9
HC Autres minéraux bruts	0,6	0,8	17,9	18,7
I Énergie	0,1	0,9	21,5	34,0
IA Charbon et lignite	0,0	0,1	70,8	80,4
IB Pétrole brut	0,1	0,0	99,3	99,8
IC Gaz naturel	0,0	0,0	32,8	92,8
ID Autres produits énergétiques primaires	0,1	0,3	7,4	50,2
IG Coke et dérivés solides du charbon et du lignite	0,2	1,4	0,3	0,3
IH Produits dérivés du pétrole	0,0	2,0	10,3	12,3
II Gaz distribués	0,2	0,0	0,1	0,0
IJ Électricité distribuée, eau chaude, vapeur	0,2	0,0	0,0	0,0
J Agriculture	0,7	0,3	21,1	23,1
JA Céréales	1,8	0,7	6,7	9,4
JB Autres produits agr. destinés à l'alimentation	0,3	0,1	20,5	18,8
JC Produits agricoles destinés à l'industrie	0,4	0,5	35,7	43,1
K Produits alimentaires	1,7	1,1	4,5	7,3
KA Produits à base de céréales	1,1	0,7	0,8	1,1
KB Corps gras animaux et végétaux	0,7	0,7	7,3	6,7
KC Viandes, volailles et poissons	2,1	0,5	8,1	11,2
KD Conserves de viandes, volailles et poissons	9,8	5,8	8,3	17,2
KE Conserves de fruits et légumes, aliments divers	1,6	0,6	4,1	4,3
KF Sucres, chocolats et produits de la confiserie	0,1	0,3	25,7	30,2
KG Aliments pour animaux	0,5	0,2	1,1	0,5
KH Boissons	0,3	0,7	0,9	5,4
KI Tabacs manufacturés	0,1	0,0	0,5	3,4
TM Total manufacturier (B+C+D+E+F+G+K)	8,5	13,2	3,7	5,0
TT Tous produits (de BA à KI)	7,1	10,1	7,5	11,7

Source: CEPII — base Japon

* L'ouverture à l'exportation (X/D) ou à l'importation (M/D) est définie comme le rapport des exportations (ou des importations) d'une catégorie de produits à la demande intérieure de cette catégorie, toutes ces variables étant exprimées en valeur (ici en yens courants).

